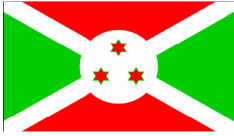


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION  
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

## MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GISOZI



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

# TABLE DES MATIERES

	<b>Pages</b>
<b>TABLE DE MATIERE</b>	
<b>ABREVIATIONS</b>	
<b>PREFACE</b>	
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE .....</b>	<b>2</b>
1.1. Situation géographique .....	2
1.2. Organisation Administrative .....	2
<b>1.3. Climat .....</b>	<b>4</b>
1.4. Relief et hydrographie .....	4
1.5. Flore et faune .....	4
1.6. Géologie .....	4
1.7. Les sols .....	
<b>CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....</b>	<b>5</b>
2.1. Répartition de la population et densité .....	5
<b>CHAPITRE III : AGRICULTURE .....</b>	<b>8</b>
3.1. Système cultural .....	8
3.2. Situation actuelle des cultures .....	9
3.3. Facteurs de production .....	13
3.4. Intervenants .....	15
3.5. Contraintes et potentialités .....	16
<b>CHAPITRE IV : ELEVAGE .....</b>	<b>17</b>
4.1. Cheptel de la commune .....	17
4.2. Intervenants .....	21
4.3. Contraintes et potentialités .....	21

<b>CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE .....</b>	<b>22</b>
5.1. Pisciculture .....	22
5.2. Intervenants .....	22
5.2. Contraintes .....	22
<b>CHAPITRE VI : FORETS .....</b>	<b>23</b>
6.1. Les boisements artificiels .....	23
6.2. Déboisement .....	23
6.3. Production des plants forestiers et agro-forestiers .....	24
6.4. Productions forestières.....	24
6.5. Intervenants .....	24
6.6. Contraintes .....	25
<b>CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT .....</b>	<b>26</b>
7.1. Industrie.....	26
7.2. Mines .....	26
7.3. Artisanat .....	26
7.4. Intervenants .....	28
7.5. Contraintes .....	29
<b>CHAPITRE VIII : ENERGIE.....</b>	<b>29</b>
8.1. Energie électrique .....	29
8.2. Les combustibles ligneux .....	30
8.3. Autre énergie : La tourbe .....	30
8.4. Les intervenants .....	31
8.4. Contraintes et potentialités .....	31
<b>CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES .....</b>	<b>32</b>
9.1. Commerce .....	32
9.2. Transport et communication .....	33
9.3. Les services .....	34
9.4. Intervenants .....	35
9.5. Contraintes .....	35
<b>CHAPITRE X : ACTION SOCIALE .....</b>	<b>36</b>
10.1. Action sociale .....	36
10.2. Habitat .....	38
10.3. Intervenants.....	41
10.3. Contraintes .....	41

<b>CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU .....</b>	<b>42</b>
11.1. Données épidémiologiques .....	42
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination) .....	42
11.3. La prévention contre le VIH .....	43
11.4. La médecine traditionnelle .....	43
11.5. Situation des infrastructures sanitaires .....	44
11.6. Ressources humaines .....	45
11.7. Approvisionnement en eau .....	46
11.8. Les intervenants .....	48
11.9. Contraintes et potentialités .....	48
<b>CHAPITRE XII : EDUCATION .....</b>	<b>50</b>
12.1. Enseignement formel .....	50
12.2. Enseignement informel .....	53
12.3. Intervenants .....	53
12.4. Principales contraintes .....	54
<b>CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT .....</b>	<b>55</b>
13.1. Encadrement des jeunes .....	55
13.2. Sport .....	55
13.3. Culture .....	55
13.4. Intervenants .....	55
13.5. Contraintes .....	56
<b>CHAPITRE XIV : JUSTICE .....</b>	<b>57</b>
14.1. Services judiciaires .....	57
14.2. Justice gracieuse .....	57
14.3. Intervenants .....	57
14.4. Contraintes .....	58
<b>CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>59</b>
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>66</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>68</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>69</b>

## ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEDE	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de l'Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée

ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi
OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiente Acquis
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

## **PREFACE**

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*


*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**



## **INTRODUCTION**

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

# CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

## 1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Gisozi est située au Sud à 11,5 km du chef-lieu de la province Mwaro.

Son chef-lieu est Gisozi, situé à 11km de la ville de Mwaro, chef-lieu de la province.

Elle est limitée :

- au Nord par la commune de Rusaka ;
- au Sud par la commune de Bisoro ;
- à l'Est par la commune de Kayokwe ;
- à l'Ouest par les commune Mugamba de la province Bururi, Mukike et Mugongomanga de la province Bujumbura rural.

La commune Gisozi a une superficie de 118,70 km<sup>2</sup> ce qui représente 14% de la superficie de la province Mwaro et 0,42% de celle du pays.

## 1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

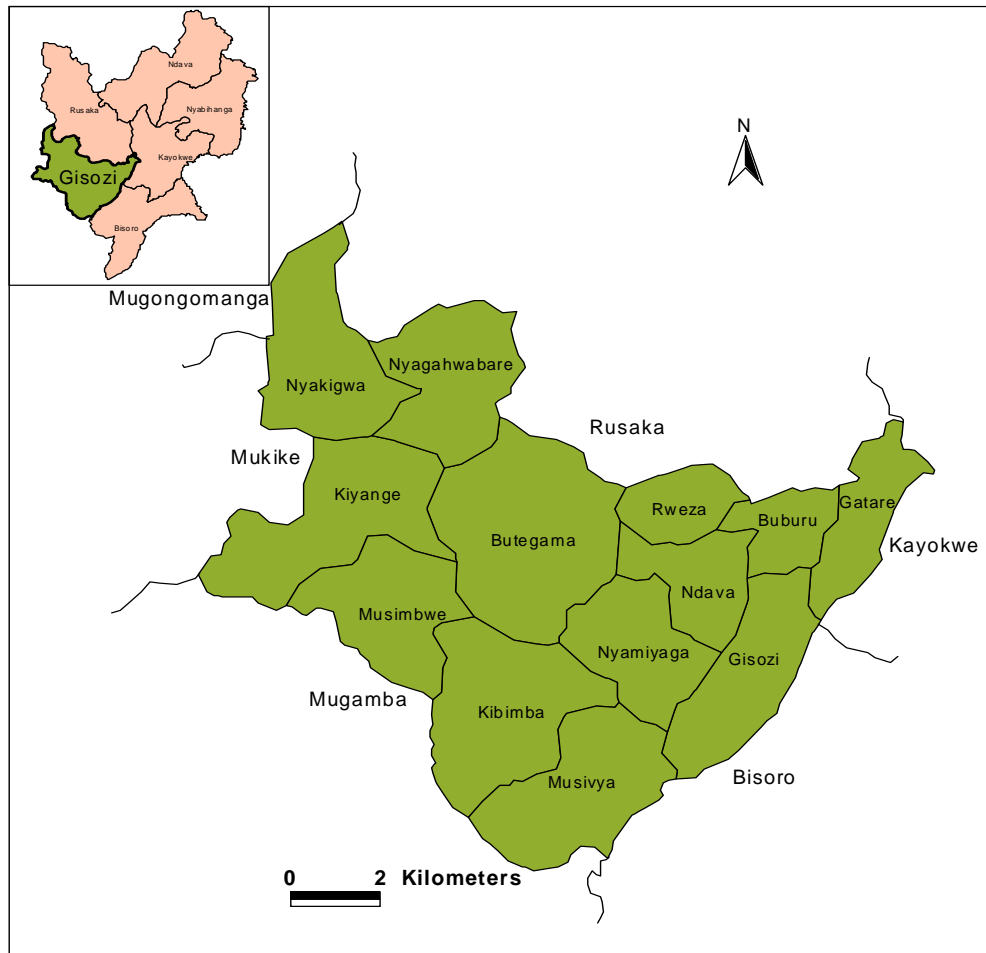
La commune est subdivisée en 2 zones et 14 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Gisozi	1. Gisozi
	2. Gatare
	3. Buburu
	4. Kibimba
	5. Musivya
	6. Nyamiyaga
	7. Rweza
	8. Ndava
2. Nyakararo	9. Butegana-Nord
	10. Butegana-Sud
	11. Kiyange
	12. Musimbwe
	13. Nyakirwa
	14. Nyagahwabare
Total :	2 14

Source : Administrations Communale/Provinciale

Carte n° 1 : Carte de découpage administratif de la commune



### **1.3. CLIMAT**

La commune Gisozi s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Mugamba. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » Il est rude. La pluviométrie est supérieure à 1200 mm, les températures moyennes annuelles varient entre 15 et 20°C.

### **1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE.**

Le relief de la commune est accidenté. Il est caractérisé par un massif montagneux avec une altitude variant entre 1500 et 2000m avec des pentes relativement fortes. Le réseau hydrographique est dense avec comme rivière Mubarazi et des ruisseaux comme Nyakerera et Muzazi.

### **1.5. FLORE ET FAUNE.**

La végétation est herbeuse avec un faible taux de couverture forestière. La faune dans la commune Gisozi est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

### **1.6. GEOLOGIE**

A l'instar de toute la province, les formations de la commune Gisozi sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

La prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a permis de découvrir des gisements de Tourbe dont les réserves sont estimées à 140.000 tonnes à Gisozi en colline Kuruyange. Ces gisements sont actuellement exploités par la société ONATOUR.

### **1.7. LES SOLS**

Dans la commune de Gisozi, c'est la région naturelle du Mugamba qui y règne et les sols sont en grande partie sablonneux, acides et peu fertiles

## **CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE**

La commune Bisoro couvrant une superficie de 118,70 km<sup>2</sup>, regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 20.865 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles. Qui sont des estimations faites d'année en année.

### **2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE**

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette commune. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupation.

La population de la commune Gisozi est estimée à 24617 habitants en 2005, soit 11,73% de la population de la province Mwaro et 0,38% de celle du pays. La densité est de 207 hab/km<sup>2</sup>. La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 Population par tranches d'âges et par sexe de la commune en 2005

Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	2319	2096	4415
5-9	1885	1898	3783
10-14	1634	1677	3311
15-19	1423	1615	3038
20-24	778	1040	1818
25-29	568	874	1442
30-34	429	786	1215
35-39	435	693	1128
40-44	346	589	935
45-49	372	483	855
50-54	262	398	660
55-59	226	269	495
60-64	181	243	424
65-69	170	176	346
70-74	118	177	295
75-79	85	101	186
80 +	109	162	271
<b>Total</b>	<b>11340</b>	<b>13277</b>	<b>24617</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

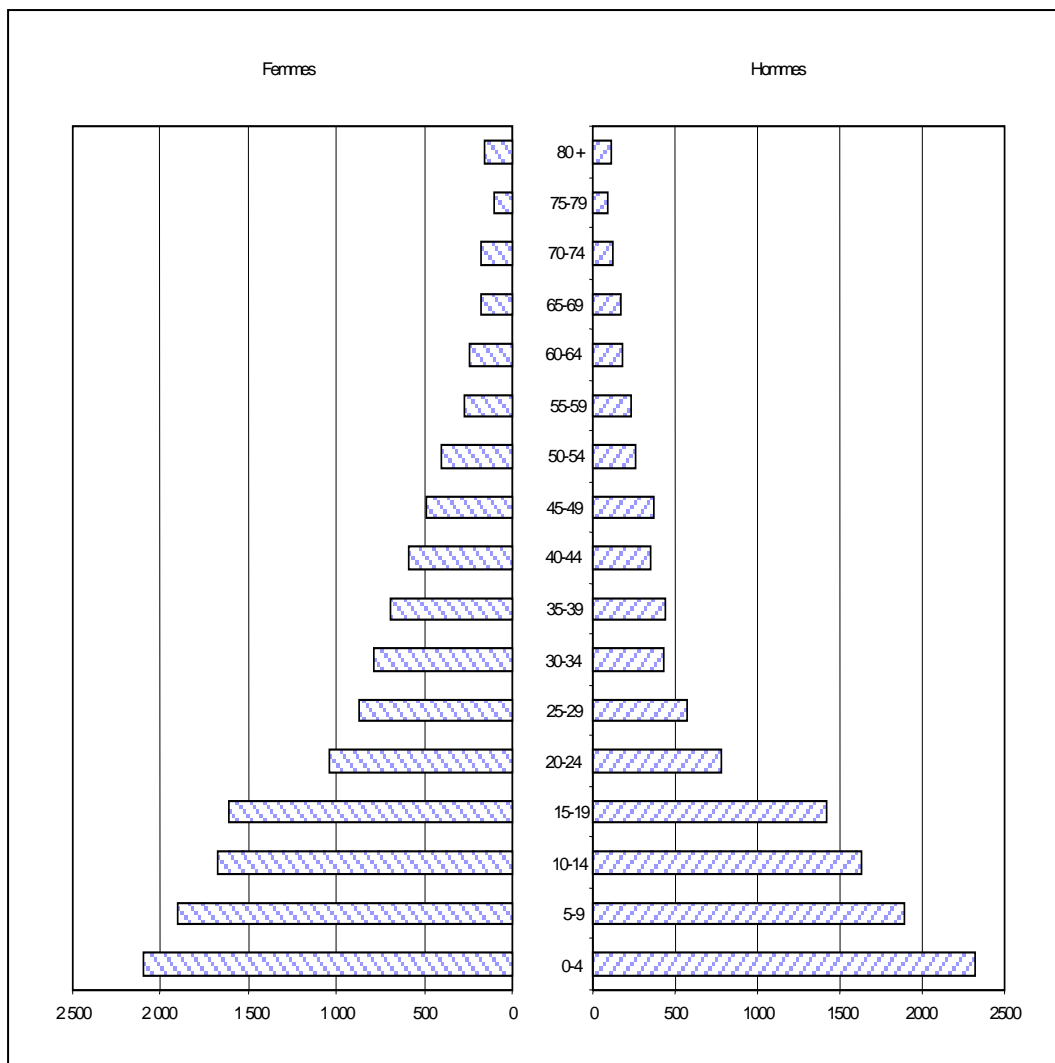
Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Nyabihanga

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Gisozi	23985	24299	24617	24940	25267	25598	25933	26273
Total province	241295	244456	247589	249933	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/DPP/Avril 2006

Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 26273 habitants, soit une augmentation de 1656 personnes (6,73%).

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population de la commune en 2005



## **CHAPITRE III : AGRICULTURE**

L'agriculture dans la commune Gisozi constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie des habitants à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

### **3.1. SYSTEME CULTURAL**

Le système cultural dans la commune est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, sont enfouies ou brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est peu cultivé (planté en association avec le haricot et le maïs); le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, blé, patate douce, petit pois, éléusine. Les récoltes se terminent en juillet, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.



## **3.2. SITUATION ACTUELLE DES PRINCIPALES CULTURES**

Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

### **3.2.1. Cultures vivrières**

Les principales cultures vivrières de la commune Gisozi sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs et le blé.

D'autres cultures comme, la colocase, l'éleusine sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

#### **3.2.1.2. Patate douce**

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la commune d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune tandis que l'autre partie est consommée.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 4448 tonnes, soit 56,72% de la production vivrière de la commune et vient en première position car elle est cultivée sur collines et dans les marais.

#### **3.2.1.3. Pomme de terre**

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population car elle est cultivée pendant toutes les saisons (en 2 saisons sur collines et en marais dans la troisième saison). Elle constitue aussi une source de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est estimée à 1325 tonnes, soit 18,25% des vivriers de la commune. Elle vient en deuxième position des cultures vivrières de la commune.

#### **3.2.1.4. Maïs**

Le maïs est parfois cultivé en association avec le haricot dont il sert de tuteurage après la récolte du maïs. Sa production moyenne est évaluée à 770 tonnes. Le maïs occupe la troisième place des cultures vivrières de la commune. Il est l'un des aliments de base de la population de la commune.

#### **3.2.1.5. Haricot**

Le haricot est cultivé deux fois par an dans toute la commune, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 471 tonnes dans la commune. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

### 3.2.1.5. Bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » dont la consommation tant à se généraliser dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 52 tonnes, soit 0,08% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la cinquième culture vivrière de par sa production dans la commune.

### 3.2.1.6. Blé

Le manioc peut être cultivé sur toutes les collines de la commune. Les plantations se font à deux reprises au cours de l'année.

Le blé est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali ».

Sa production moyenne est évaluée à 2 tonnes. Le manioc occupe la dernière place des vivriers de la commune.

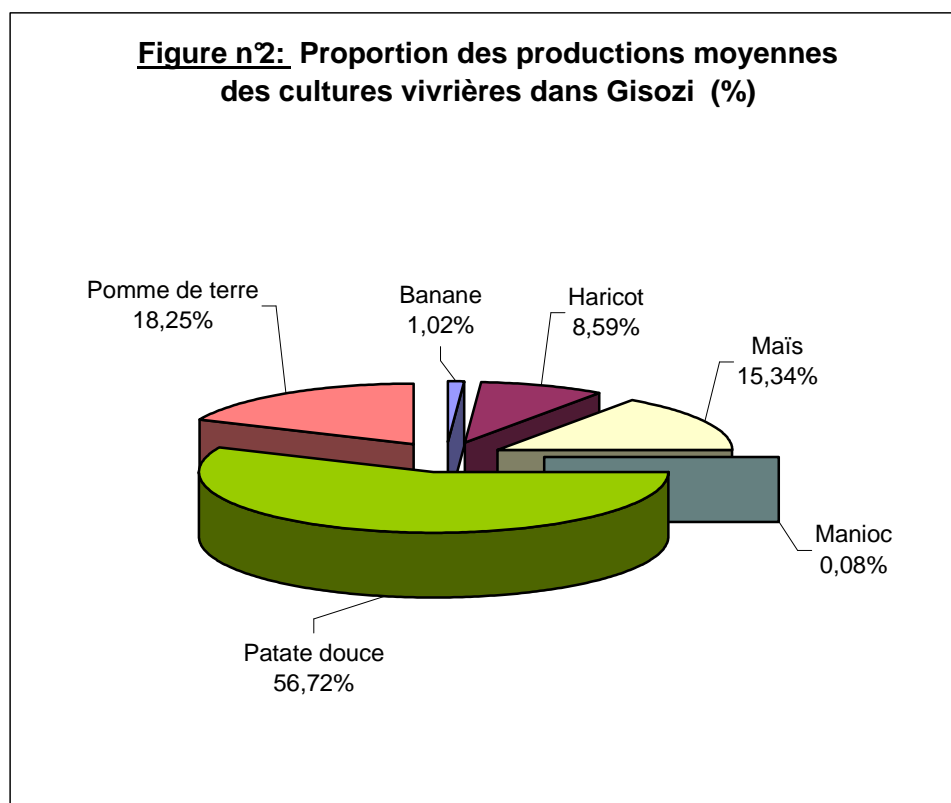
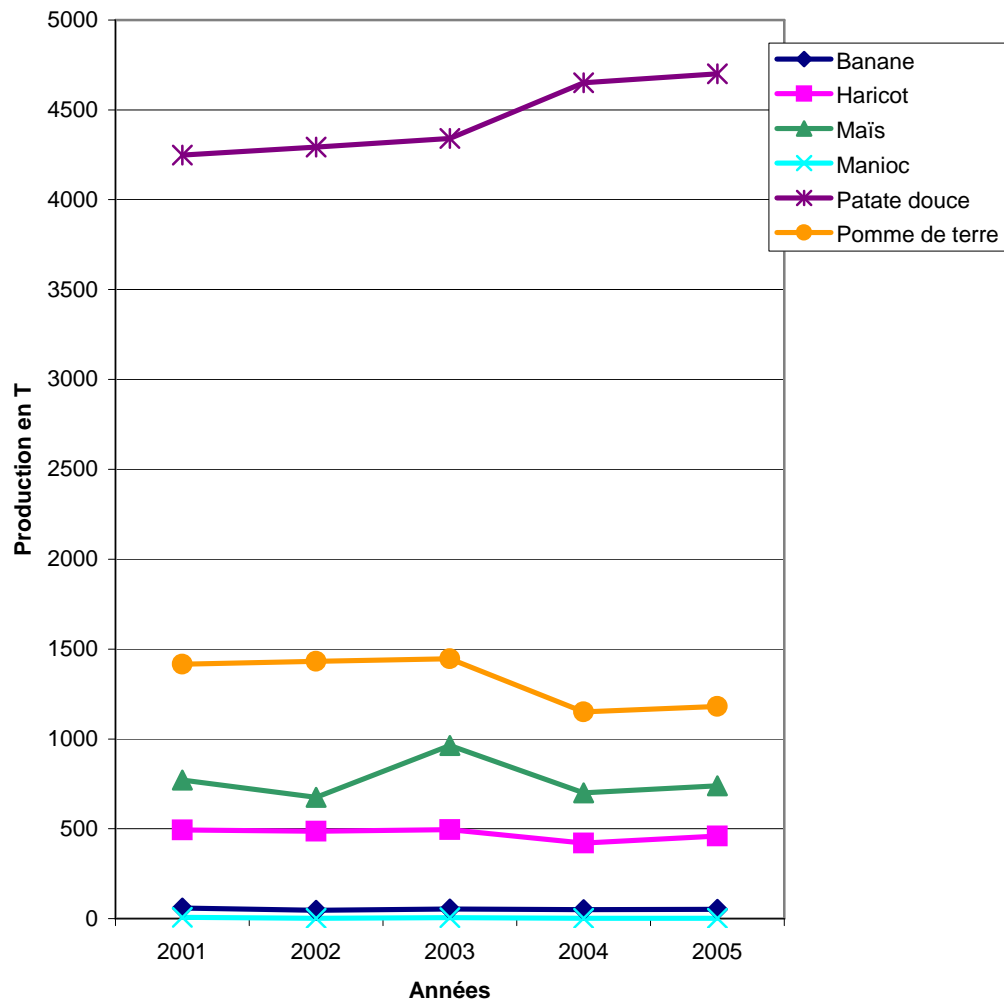


Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes

Cultures Commune	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	59	46	53	50	52	52	0,7
Haricot	494	487	496	420	460	471	9
Maïs	772	675	964	700	740	770	10
Manioc	8	3	6	2	3	4	0.06
Patate douce	4.248	4.293	4.340	4.650	4.700	4448	63
Pomme de terre	1.416	1.431	1.446	1.150	1180	1325	18
Prod. Totale Annuelle	6997	6935	7305	6972	7135	7070	100

Source : DPAE/Mwaro 2006

**Graphique n°1 : Evolution des cultures vivrières 2001-2005**



### **3.2.2. Cultures de rente**

La seule culture de rente qu'on cultive dans la commune est le Théier.

#### **3.2.2.1. Théier**

Le théier est cultivé sur des parcelles privées des paysans. La commune Gisozi appartient au complexe d'Ijenda pour la zone Nyakararo et au complexe de Tora pour la zone Gisozi d'après l'organisation spatiale de la filière Thé dans le pays. D'après les informations recueillies auprès du Département Agronomique de l'Office du Thé du Burundi (OTB), la production de feuilles vertes dans la commune, est de 1.577.119 Kg, soit 25,32% de la production provinciale de 6.227.434 Kg en 2005. Cette commune est la 2<sup>ème</sup> Productrice de feuilles vertes dans la province.

### **3.2.3. Cultures fruitières**

Dans la commune, on trouve quelques arbres fruitiers (orangers, avocatiers, citronniers...) plantés aux alentours des habitations.

### **3.2.4. Cultures maraîchères**

Les cultures maraîchères cultivées dans la commune sont le poireau et le chou. Les chiffres sur leurs productions n'existent pas.

## **3.3. FACTEURS DE PRODUCTION**

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

### **3.3.1. Disponibilité des terres**

La commune Gisozi dispose des marais d'une superficie totale de 687 ha qui sont une potentialité pour étendre les superficies cultivées et emblavées. Les principaux marais inventoriés sont ceux de Nyakerera, Mubarazi, Ruramba, Bukwavu, Gasenyi et Nyandirika. Tous ces marais ne sont pas aménagés et mais sont aménageables.

### **3.3.2. Main-d'œuvre**

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation. Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. L femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole.

Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes. Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

### **3.3.3. Intrants agricoles**

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires

#### **3.3.3.1. Les semences et les boutures**

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

La commune Gisozi abrite un centre de recherche agronomique de l'ISABU. Ce centre fournit diverses semences aux paysans de la province de Mwaro. Il existe 2 centres semenciers à Gisozi avec une superficie cultivable de 5 ha et à Nyakararo avec une superficie cultivable de 5,33 ha.

#### **3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires**

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le théier, avec l'appui de la société OTB qui gère la filière.

### **3.3.4. Equipements et Outils agricoles**

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs, sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base. Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou inKangara).

### **3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole**

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un problème pour l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est difficile.

### **3.3.6. Financement agricole**

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs : la société de gestion de la filière Thé, l'OTB accorde aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits, des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Il s'agit de : la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ; les banques commerciales, notamment la BGF et les COOPECs interviennent dans l'octroi des crédits aux populations de Mwaro dont les crédits agricoles.

## **3.4. INTERVENANTS**

Certains intervenants comme la FAO, le PAM, TWITEZIMBERE le projet PRASAB de la Banque Mondiale appuient la DPAE dans la distribution de semences.

Tableau 3.4. : Liste des intervenants

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)
TWITEZIMBERE	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui en semences maraîchères	Population ayant des enfants de moins de 6 ans
PAM	Toute la commune		Aide d'urgence	Population vulnérable

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

### **3.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES**

#### **3.5.1. Contraintes**

- exiguïté des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles ;  
(organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable.

#### **3.5.2. Potentialités**

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements.



## CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Gisozi, tout comme dans la province de Mwaro, est un support très important dans la production agricole mais son rendement reste faible. Il est une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible. Ce secteur dans la commune a bénéficié dans le passé d'un appui important à travers le Projet Mugamba Nord dans la Ferme située en colline Kivoga dénommée « Ferme de Ruyange »

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

### **4.1. CHEPTTEL DE LA COMMUNE**

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. La figure n°2 présente la proportion des effectifs respectifs de chaque espèce. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAAE.

#### **4.1.1. Cheptel bovin**

Il est le plus important dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 11259 têtes dont 2251 têtes de race améliorée, soit 20%. Les géniteurs améliorés sont les taureaux croisés Sahiwal x Ankolé, Sahiwal x Montbeliard, Ankolé x Montbeliard et Frisonnes.

Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La production laitière en 2005, est estimée à 77400 litres.

#### **4.1.2. Ovins**

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Les ovins sont évalués à 3306 têtes toutes de race locale dans la commune.

#### **4.1.3. Caprins**

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Le cheptel caprin est estimé à 4921 têtes aussi de race locale dans la commune.

#### **4.1.4. Porcins**

Le cheptel porcine de la commune est de 737 têtes. Tous les porcs à Gisozi sont de race améliorée essentiellement Large White et sont en stabulation permanente. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, pourtant il est facile par

sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

#### 4.1.5. Volailles

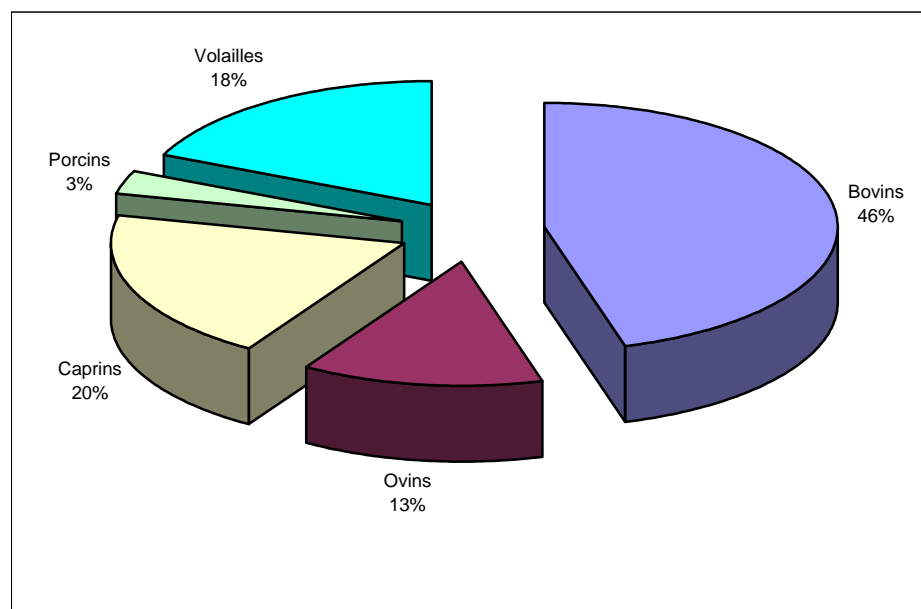
Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues. Les volailles ont été estimées à 4528 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale.

Tableau 4.1. : Evolution des espèces animales (2001-2005)

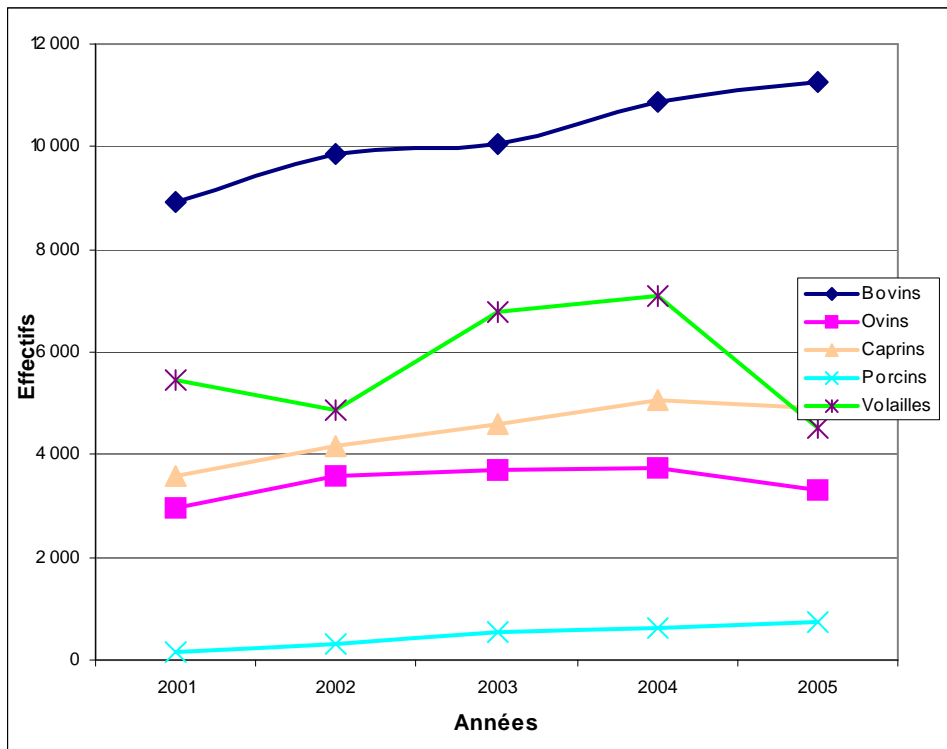
Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	8.930	9.842	10.071	10.873	11.259	+ 2.329	26
Ovins	2.945	3.584	3.702	3.741	3.306	+ 361	13
Caprins	3.591	4.170	4.585	5.077	4.921	+ 1.330	37
Porcins	167	326	554	622	737	+ 570	341
Volailles	5.436	4.852	6.780	7.073	4.528	- 908	-171

Source : DPAAE/Mwaro/Mars 2006

Figure n°2 : Proportion des effectifs par espèce en 2005 (%)



Graphique n°2 : Evolution des effectifs par espèce de 2001 -2005



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- le Centre de santé vétérinaire privé de Nyamiyaga , qui est en très bon état et disponibilise régulièrement des produits vétérinaires aux éleveurs ;
- Le Centre de santé vétérinaire public de Nyakirwa actuellement non fonctionnel ;
- Deeping tank privé de Nyakerera en bon état, mais qui a interrompu ses services ;
- Deeping tank public de Nyakararo en mauvais état et non fonctionnel.

Les couloirs d'aspersion collectifs ne sont plus fonctionnels ; car les éleveurs ne parviennent pas à s'entendre pour acheter l'acaricide ou réparer les pompes. Ils préfèrent installer ici et là des couloirs individuels.

Il n'y a pas de pharmacie vétérinaire à Gisozi centre. Les éleveurs s'approvisionnent à partir de Bujumbura ou de Mwaro, d'autres font traiter leur bétail par les A.I.V. qui circulent avec les produits sur eux.

Il faut signaler qu'il n'existe pas de boucherie, ni laiterie, ni fromagerie dans la commune Gisozi.

Il n'existe pas de marché de bovins et de porcs à Gisozi. Les petits ruminants vendus à Gatara proviennent de Gosizi, Kayokwe, Nyabihanga, Ndava et Rusaka. Ceux vendus à Rubaho proviennent de Gisozi et Mugamba.

Les animaux vendus sur pieds au cours de cette année sont estimés par espèces : 2940 ovins, 4900 caprins. Pas de bovins ni de porcs vendus sur pieds.

Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande par espèce est de : 106 bovins, 68 ovins, 775 caprins et 167 porcs. Les bovins comptés comme abattus sont ceux qui meurent pour diverses raisons dont la viande n'est pas toxique à la consommation.

Dans le cadre du programme de repeuplement du cheptel, des animaux vulgarisés par le projet PRASAB financé par la Banque Mondiale, ont été distribués en IASZ à l'O.P. de Musivya et le CPLS Mwaro sur toutes les collines aux femmes veuves et vulnérables. Des animaux issus de la chaîne de solidarité communautaire ont été également distribués.

Animaux distribués en IASZ :

- 37 bovins améliorés par PRASAB;
- 189 ovins par le CPLS;
- 350 caprins par CPLS.

Animaux distribués issus de la Chaîne de Solidarité Communautaire (CSC) :

- 39 bovins améliorés ;
- 174 caprins.

Le système d'élevage intensif est pratiqué à Gisozi dans 68 fermettes où 81 bovins, 174 caprins et 737 porcins sont en stabulation permanente.

### **4.3. INTERVENANTS**

Certains intervenants comme la FAO, le PAM, le projet PRASAB de la Banque Mondiale etc, appuient la DPAE dans la distribution de semences.

Tableau 4.4. : Liste des intervenants dans l'élevage

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
DPAE	Toute la commune	Etat burundais	Encadrement technique	Les éleveurs
FAO	Toute la commune	Royaume de Belgique et Hollande	Repeuplement du cheptel	Population vulnérable, associations
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Distribution des animaux d'élevage sur demande sous forme de sous projets	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)

Source : DPAE Mwaro/Mars 2006

### **4.4. CONTRAINTES ET POTENTIALITES**

#### **4.4.1. Contraintes**

- manque de pâturages ;
- manque du personnel d'encadrement et des moyens logistiques;
- manque d'infrastructures d'appui à l'élevage ;
- insuffisance de produits vétérinaires ;
- arrêt de l'Insémination artificielle.

#### **4.4.2. Potentialités**

- climat favorable à l'élevage ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

## **CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE**

.La pêche n'est pas très pratiquée dans la commune Gisozi.

### **5.1. LA PISCICULTURE**

D'après les informations recueillies auprès de la DPAE de Mwaro, la pisciculture était pratiquée dans la commune dans 3 étangs piscicoles dans la zone de Gisozi par des paysans. Ces étangs sont empoissonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation. Il est difficile d'appréhender les statistiques sur la production piscicole annuelle.

### **5.2. INTERVENANTS**

Ce secteur a été laissé à lui-même après l'arrêt des activités y relatives par l'ISABU. L'intervenant potentiel est CD/CARITAS via le projet PRASAB.

### **5.3. CONTRAINTES**

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

## CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune Gisozi. Mais on y trouve des boisements artificiels.

### 6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

La situation des boisements artificiels dans la commune est présentée dans le tableau 6.1.

Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat, aux privés (individus), à la communauté et à l'ISABU. Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi), le Callitris, le Pinus, le Cacia D. et le Cypès. Il existe aussi de boisements sur des parcelles d'expérimentation dans l'arboretum de l'ISABU Gisozi et Nyakararo.

La superficie boisée est de 2392,94 ha dont 1524,9 ha soit 63,72% appartenant aux privés.

La zone Gisozi est la plus boisée de la commune avec 1583,54 ha, soit 66,17 % de la superficie boisée de la commune.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels

Zone	Boisements artificiels en Ha					
	Etat	Privés	Collectivités	Communautaire	ISABU	Total
Gisozi	397,54	799,5	0	32,5	354	1583,54
Nyakararo	78,5	725,4	0	0	5,5	809,4
<b>Total commune</b>	<b>476,04</b>	<b>1524,9</b>	<b>0</b>	<b>32,5</b>	<b>359,5</b>	<b>2392,94</b>

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

### 6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui les produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage le situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les

arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits de forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la province.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

### **6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS**

Il a été produit 874872 jeunes plants forestiers vendus aux privés dans la commune.

### **6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES**

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches, madriers et chevrons), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

### **6.5. INTERVENANTS**

Peu d'intervenants sont identifiés dans le secteur des forêts : la FAO, le PAM, et le projet PRASAB de la Banque Mondiale. Deux collectifs d'associations travaillent aussi dans ce domaine : CAREPD et ENVIRON PROPRE.

Tableau 6.4. : Liste des intervenants

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
PREBU	Toute la commune	Union européenne	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PRASAB	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui dans l'aménagement des bassins versants et dans la production des plants forestiers	Organisations Communautaires à la base (OCB's)
PAM	Toute la commune	PNUD	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PROJET MUGAMBA BUTUTSI	Toute la commune	BAD	Production des plants forestiers et encadrement	Groupements associatifs

Source : IPF Mwaro/Mars 2006



## **6.6. CONTRAINTES**

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui leur incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des intrants sylvicoles pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse ;
- etc....

## **CHAPITRE VII : INDUSTRIE, MINES ET ARTISANAT**

### **7.1. INDUSTRIE**

La commune Gisozi à l'instar de la province ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

### **7.2. MINES**

Les gisements sont de faible importance et dispersés dans la commune. Les différentes prospections réalisées dans la commune, ont montré l'existence de certains minerais et des gisements de la tourbe à Kuruyange en commune Gisozi dont les réserves sont estimées à 140000 tonnes.

En 1977, il a été créé l'Office National de la Tourbe (ONATOUR) chargé de l'exploitation des gisements. ONATOUR est localisé à Gisozi. L'exploitation de ce combustible était destinée à remplacer le bois de chauffe et le charbon de bois. Sa production est de 840 tonnes de tourbe sèche en 2005. Les principaux consommateurs sont les usines de thé de Tora et Ijenda, certaines industries de Bujumbura, les briquetteries, etc.

### **7.3. ARTISANAT**

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

#### **7.3.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat**

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

##### **7.3.1.1. Artisanat de production**

On compte 417 unités d'artisanat de production dans la commune. Le tableau 7.1 présente les métiers de l'artisanat de production dans la commune. Ces métiers sont pratiqués par des individus qui possèdent leurs ateliers privés. On y rencontre des boulangeries artisanales qui fabriquent du pain dans la commune.

Les artisans commercialisent leurs produits sur les marchés de la province, notamment au marché de Mwaro, chef-lieu de la province.

Tableau 7.1: Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	30	30
Briqueterie	34	34
Tuilerie	33	33
Poterie	65	65
Vannerie et Tissage	253	253
Forge	2	2
<b>Total Commune</b>	<b>417</b>	<b>417</b>

Source : Coordination Provinciale des métiers / Mwaro/Mars 2006

#### 7.3.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est aussi pratiqué par des personnes en privé. Les artisans possèdent leurs ateliers. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture et la cordonnerie. (cfr. Tableau 7.2).

Tableau 7.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	26	26
Soudure	1	1
Cordonnerie	25	25
Coiffure	2	2
<b>Total Commune</b>	<b>54</b>	<b>54</b>

Source : Coordination Provinciale des métiers / Mwaro/Mars 2006.

#### 7.3.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée ; seule la sculpture est pratiquée par des personnes privées. On estime à 20 le nombre des sculpteurs dans la commune

#### **7.4. INTERVENANTS**

Il n'existe pas de véritables intervenants dans ce secteur. A part l'Etat du Burundi à travers les Ministères ayant en leur sein des actions liées à l'artisanat et projets artisanaux, ce sont les artisans et autres promoteurs privés qui se débrouillent.

Le seul intervenant en vue est le projet PRASAB de la Banque Mondiale qui n'est qu'à ses débuts

#### **7.5. CONTRAINTES**

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- difficultés d'écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

## **CHAPITRE VII : ENERGIE**

La commune Gisozi à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux. L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi urbains.

### **8.1. ENERGIE ELECTRIQUE**

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune Gisozi. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements.

Seul le centre Gisozi, le chef lieu de la commune et la station ISABU sont électrifiés par la REDESO et DGHER. Les lignes de branchements sont de 6,2 km Moyenne tension (MT), et de 100 m de Basse tension (BT) à partir d'un (1) transformateur. Gisozi centre compte deux branchements. Les lignes de distribution sont disponibles, mais la demande est très faible en raison de la pauvreté dans laquelle vivent les populations de la commune.

Tableau 8.1 : Situation de la desserte en énergie électrique en milieu rural

Commune	Lignes électriques de distribution				Centres électrifiés		
	Désignation de la ligne	Linéaire de la ligne MT(km)	Linéaire de la ligne BT (m)	Nombre de transformateurs	Nom de centres électrifiés	Nombre de branchements	Consommation moyenne par client en KWh/mois
Gisozi	Gisozi-Ndava	1,2	30	1	EDEN LOGE	1	2400
	ISABU-ATEKI	1.5	60	2	Gisozi centre	42	7500
	Gisozi-ITABU-Maramvya (TELECEL)	3,5	20	2	ITABU et Antenne TELECEL	43	1878
<b>Total</b>		<b>6,2</b>	<b>100</b>	<b>5</b>		<b>83</b>	<b>11778</b>

Source : DGHER/Mwaro/Mars 2006

## **8.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la commune. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

## **8.3. AUTRE ENERGIE : LA TOURBE**

La tourbe est un minerai utilisé traditionnellement par une partie de la population de la province en commune Gisozi des quelques décennies. Ce combustible exploité à une grande échelle remplacera essentiellement le charbon et le bois de chauffe, dont la pénurie s'aggrave d'année en année.

En 1977, il a été créé l'Office National de la Tourbe (ONATOUR) basé à Gisozi, chargé de l'exploitation des gisements qui se situent dans les régions d'Ijenda (Province Bujumbura rural), Gisozi (Mwaro) et Bukeye (Muramvya). Les réserves actuellement exploitables seraient d'environ 140000 tonnes. Selon les informations de l'ONATOUR, la production a été de 800 tonnes en 2004 et de 840 tonnes de tourbe sèche en 2005. Les prévisions de production pour 2006 sont de 1000 tonnes de tourbe sèche.

## **8.4. INTERVENANTS**

Tableau 8.2 : Liste des intervenants en matière d'énergie

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
REGIDESO	Gisozi	Etat	Gestion, branchement, entretien des infrastructures du réseau	Les abonnés
DGHER	Gisozi		Gestion, branchement, entretien des infrastructures du réseau	Les abonnés
ONATOUR	Gisozi	Etat	Exploitation des tourbières de Ruyange	Le Ministère de la Défense Nationale ainsi que quelques industries de Bujumbura.

Source : APP Mwaro/Mars 2006

## **8.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES**

### **8.5.1. Contraintes**

Les principales contraintes du secteur sont :

- insuffisance des ressources financières de la DGHER et la REGIDESO ;
- paupérisation des populations de la commune.

### **8.5.2. Potentialités**

Le réseau hydrologique de la province constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

## **CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES**

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

### **9.1. COMMERCE**

Dans la commune Gisozi, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformation du bois, les produits artisanaux locaux et les produits. Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs. En outre, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

#### **9.1.1. Marchés ruraux**

La commune compte 3 marchés ruraux de Gisozi, Nyakararo et Rubaho tous non aménagés qui s'animent en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

Les recettes communales annuelles sont :

2003 : 2700500 Fbu;

2004: 2869700 Fbu;

2005: 2700750 Fbu.

Tableau 9.1: Marchés de la Province

Communes	Localité	Marchés			Jours d'animation
		Aménagés	Non aménagés	Total	
Gisozi	Gisozi centre		x	3	Lundi et jeudi
	Rubaho		x		vendredi
	Gatare		x		dimanche

Source : Administration communale/Gisozi



### **9.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels**

Le produit agro-industriel commercialisé est le thé.

#### **9.1.2.1. Commercialisation des feuilles vertes de thé**

Les feuilles vertes de thé sont vendues à crédit aux usines de Tora et d'Ijenda selon la zone d'action.

Les théiculteurs acheminent les feuilles vertes cueillies les jours convenus, vers les lieux de collecte (hangars) où les attendent les agents des usines. Après pesée et enregistrement du poids sur des fiches individuelles, les feuilles sont transportées vers les usines de transformation.

Après deux mois, les théiculteurs sont payés à concurrence du poids cumulé enregistré sur les fiches individuelles. Les usines se remboursent les avances en intrants (fumure d'urée et autres ...) qu'elles ont distribué aux théiculteurs.

## **9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION**

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

### **9.2.1. Réseau routier**

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte une route provinciale en mauvais, une route communale, deux routes nationales (RN 18 et RN 7 sur 8 km, 34 pistes rurales d'une longueur de 111 km en terre latéritique dont 2 sont en bon état. Leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

### **9.2.2. Les moyens de transport**

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

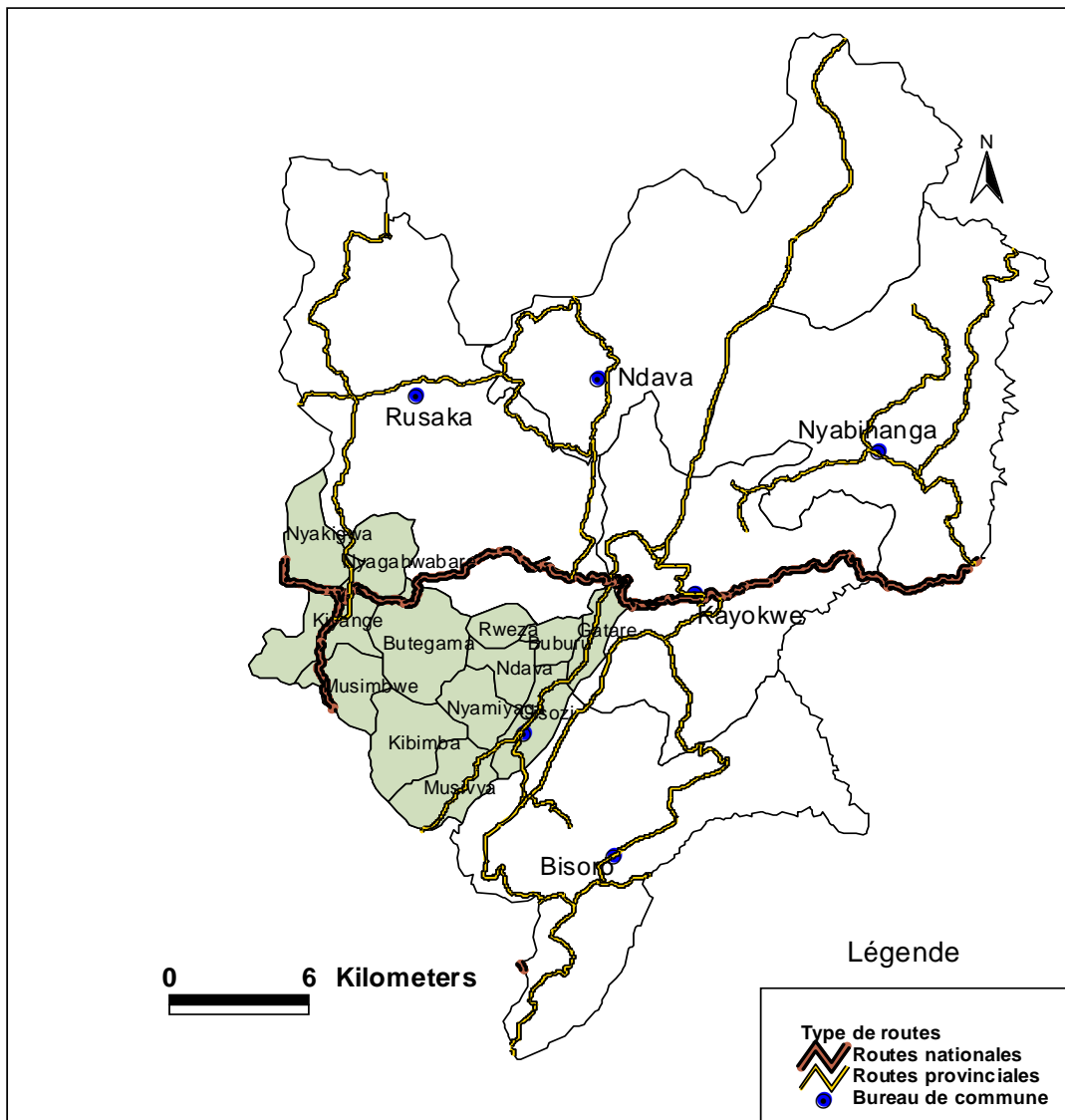
Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage.

Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

### Carte n°2 : Réseau routier de la commune



### **9.3. LES SERVICES**

#### **9.3.1. Les institutions financière**

Il existe une antenne de l'organisation de micro finances : la COOPEC à Gisozi. Cette antenne de la COOPEC appuie l'épargne et octroie de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

#### **9.3.2. Postes et télécommunications**

Dans la commune de Gisozi, il n'existe pas bureau postal. Pour la téléphonie fixe, une centrale d'une capacité de 1000 lignes est installée à Gisozi centre à partir de laquelle toute la province est servie. La commune compte 42 lignes téléphoniques en services.

La commune est couverte par les réseaux de la téléphonie mobile des sociétés TELECEL, ONATEL.

#### **9.3.3. Tourisme**

La chute de Kiremera et le site historique Gasumo à Gatara sont les sites touristiques de la commune.

La commune de Gisozi compte un hôtel « EDEN LODGE » d'une capacité de 10 chambres et un gîte d'accueil situé à la station ISABU. Ce dernier a une capacité d'accueil de 8 chambres avec un lit chacune.

### **9.4. INTERVENANTS**

Tableau 9.3 : Liste des intervenants dans la commune en matière de commerce et services

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
ABP	Toute la commune	Etat du Burundi	Couverture médiatique des événements remarquables	La population en général
DGPR	Toute la commune	CRE	Réhabilitation de la route Ndava-Rucunda	La population en général
OTRACO	Sur la route Bujumbura-Gisozi	Etat Burundais	Transport en commun des personnes	La population en général
TELECEL	Toute la commune	Privé	Téléphonie mobile	La population en général
ONATEL	Toute la commune	Etat	Téléphonie fixe	Services étatiques et les privés

Source : administration communale/ Gisozi/Mars 2006

### **9.5. CONTRAINTES**

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications.

## CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

### 10.1. ACTION SOCIALE

#### 10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Cependant, on dénombre 548 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 86 enfants orphelins de guerre, 172 enfants orphelins du Sida et 290 enfants orphelins naturels.

La zone Gisozi compte plus enfants orphelins avec 322, soit 59%.

Le nombre d'enfants chefs de ménage est estimé à 89, celui d'enfants indigents 571 dans la commune.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nombre d'enfants Sinistrés de guerres	Nombre d'enfants de la rue	Nombre d'enfants dans la rue	Nombre d'enfants orphelins de père et de mère				Nombre d'enfants Chefs de ménage	Nombre d'enfants indigents
				de guerre	du sida	Naturel	Total		
Gisozi	16	4	9	43	59	220	322	66	262
Nyakararo	42	0	4	43	113	70	226	20	309
<b>Total Commune</b>	<b>58</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>86</b>	<b>172</b>	<b>290</b>	<b>548</b>	<b>86</b>	<b>571</b>

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

#### 10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 3 cas de violence sexuelle répartis respectivement comme suit :

- 1 femme prise en charge ;
- 2 fillettes prises en charge.

#### 10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents

Zone	Nombre de veufs appuyés			Nombre de veufs à appuyer			Nombre de mères célibataires	Nbre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Gisozi	20	104	124	287	124	411	29	451	446	897
Nyakararo	36	44	80	79	227	306	27	163	207	370
<b>Total Commune</b>	<b>56</b>	<b>148</b>	<b>204</b>	<b>366</b>	<b>351</b>	<b>717</b>	<b>56</b>	<b>614</b>	<b>653</b>	<b>1267</b>

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

**- Veufs**

717 veufs dans la commune dont 351 femmes (49%). 148 de ces femmes veuves sont assistées, soit 42,16%.

La Gisozi compte plus de veufs avec 411 ; mais moins de femmes veuves (124).

La zone Nyakararo compte plus de veuves (227) sur 306 veufs

**- Mères célibataires**

Les mères célibataires sont estimées à 56.

**- Indigents**

Les indigents sont évalués à 1267 dont 653 femmes, soit 51,53%. La zone Gisozi compte 897 indigents, soit 71% des indigents de la commune.

**10.1.4. Les handicapés**

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psycho-sociale et l'enseignement spécialisé.

Le tableau n°18.3 indique les catégories des personnes handicapées dans la commune.

La commune compte 56 handicapés physiques dont 17 femmes soit 30,36% et 39 hommes (69,64%).

Le nombre des handicapés de naissance est le plus élevé. Ils sont 30, soit 54%.

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

## **10.2. HABITAT**

### **10.2.1 : Caractéristiques de l'habitat**

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées par une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de paille.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux ci-dessous indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune .En effet, 56 maisons ont été détruites. 52 maisons ont été reconstruites en 2004, soit 96%. Le tableau ci-après donne des informations chiffrées sur les maisons détruites, les maisons reconstruites et les demandeurs.

Tableau 10.3: Situation de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Gisozi	-	-	-	113	1.313	3.241	-	-	-	1.487	140	3.361	-	-	-	1.021	3.939	27
<b>Total commune</b>	<b>18</b>	<b>122</b>	<b>254</b>	<b>465</b>	<b>36748</b>	<b>18530</b>	<b>98</b>	<b>104</b>	<b>201</b>	<b>8.570</b>	<b>23.885</b>	<b>23.279</b>	<b>95</b>	<b>256</b>	<b>1</b>	<b>4.331</b>	<b>46.087</b>	<b>3.367</b>
<b>Total</b>	<b>394</b>			<b>55.743</b>			<b>403</b>			<b>55.734</b>			<b>352</b>			<b>55.785</b>		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.4 : Commodité de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Gisozi	-	-	6	9	-	6	2.343	2	-	6	-	13	5	4.965
<b>Total province</b>	<b>29</b>	<b>100</b>	<b>69</b>	<b>100</b>	<b>120</b>	<b>8</b>	<b>24.041</b>	<b>4.707</b>	<b>42</b>	<b>11</b>	<b>342</b>	<b>1.047</b>	<b>27</b>	<b>36.284</b>

Source : Administration communale/Gisozi/Mars 2006

Tableau 10.5 : Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Gisozi	56	54	2	56
<b>Total province</b>	<b>3108</b>	<b>1978</b>	<b>1216</b>	<b>1117</b>

Source : Administrations communales /Gisozi/Mars 2006

### 10.2.1. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 1 fours tunnels dont 6 sont fonctionnels ;
- 5 briqueteries ;
- 6 sites d'extraction de sable ;
- 1 site d'extraction du gravier ;
- 5 sites d'extraction de moëllon ;
- 3 sites d'extraction de carrière.

Tableau 10.6: Matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moëllon	Carrière
Gisozi	Gatare	-	1	-	-	1	-
	Buburu	-	-	-	-	1	-
	Gisozi	-	-	1	-	-	1
	Kibimba	-	1	1	-	-	-
	Musivya	-	-	-	-	1	-
	Ndava	-	-	-	-	1	1
	Rweza	-	1	1	1	-	-
	Nyamiyaga	-	-	1	-	-	-
Nyakararo	Nyakirwa	1	1	-	-	-	-
	Musimbwe	-	1	-	-	-	-
	Kiyange	-	-	1	-	-	1
	Nyagahwabare	-	-	1	-	-	-
	Butegana	-	-	-	-	1	-
<b>Total commune</b>		<b>1</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>3</b>

Source : Administrations communale/Gisozi /Mars 2006



### **10.3. INTERVENANTS**

En matière d'action sociale, comme dans les autres communes, à part le CDF, seul le CPLS appui les groupes vulnérables cibles à travers les sous projets présentés par les ASBL ou associations agréées (cfr ci-dessous). Pour l'habitat il n'existe pratiquement pas d'intervenants.

Tableau 10.7 : Liste des intervenants dans l'action sociale

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Bailleurs</b>	<b>Interventions</b>	<b>Bénéficiaires</b>
CDF	Toute la commune	FAO	Distribution de semences de pomme de terre et maraichères	Population des Batwa
Association GIRUBUNTU	Zone Gisozi	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	Orphelins et autres Enfants Vulnérables (OEV)
Association Gisozi Altitude	Zone Gisozi	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	Femmes chefs de ménages
Université de Mwaro	Toute la commune	BM/CNL/CPLS Mwaro	Distribution de kits scolaires	OEV scolarisés
Association TUJIJUKE	Zone Nyakararo	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	OEV
Réseau RPP+	Toute la commune	BM/CNL/CPLS Mwaro	Élevages de chèvres	PVVS
Front de Croix	Toute la commune	PAM	Supplément alimentaire	PVVS

Source : CDF et CPLS/Mwaro/Mars 2006

### **10.4. CONTRAINTES**

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

## **CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU**

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 24618 habitants, il n'y a que 12 infirmiers, soit 4858 personnes pour 1 infirmier. Cette norme est beaucoup supérieure à la norme internationale de l'OMS qui est de 3000 personnes pour un (1) infirmier.

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que l'éloignement des collines par rapport au Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

### **11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES**

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état potentiellement épidémique et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005

En effet, les infections respiratoires aiguës sont la principale cause de morbidité et touchent surtout les enfants de moins de 5 ans.

### **11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)**

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de matériel de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite ;
- l'haemophilus influenzae type B ;
- hépatite virale B.

Durant l'année 2005, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenzae de type B.

Tableau 11.1 : Données sur la vaccination de la province

Commune	Nombre de personnes vaccinées contre				
	VAT2	BCG	Polio3	DTC3+HIB+HEP	Rougeole
Gisozi	636	764	646	767	872
<b>Total province</b>	<b>4582</b>	<b>7850</b>	<b>7257</b>	<b>7858</b>	<b>7961</b>

Source : DPS/Mwaro/Mars 2006

### 11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

Les chiffres sur la situation de VIH/SIDA dans la commune n'existent ; car il n'y a pas de centre de dépistage dans la commune Gisozi.

### 11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles dans les zones 2 zones de la commune.

La commune compte 28 tradithérapeutes connus officiellement et 26 accoucheuses formées ayant reçu des kits. Sur les 28 tradithérapeutes seuls 2 ont des liens avec les centres de santé de la commune. La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrits par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

## 11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

### 11.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Gisozi dispose de 3 Centres de santé. La répartition spatiale de ces centres est la suivante :

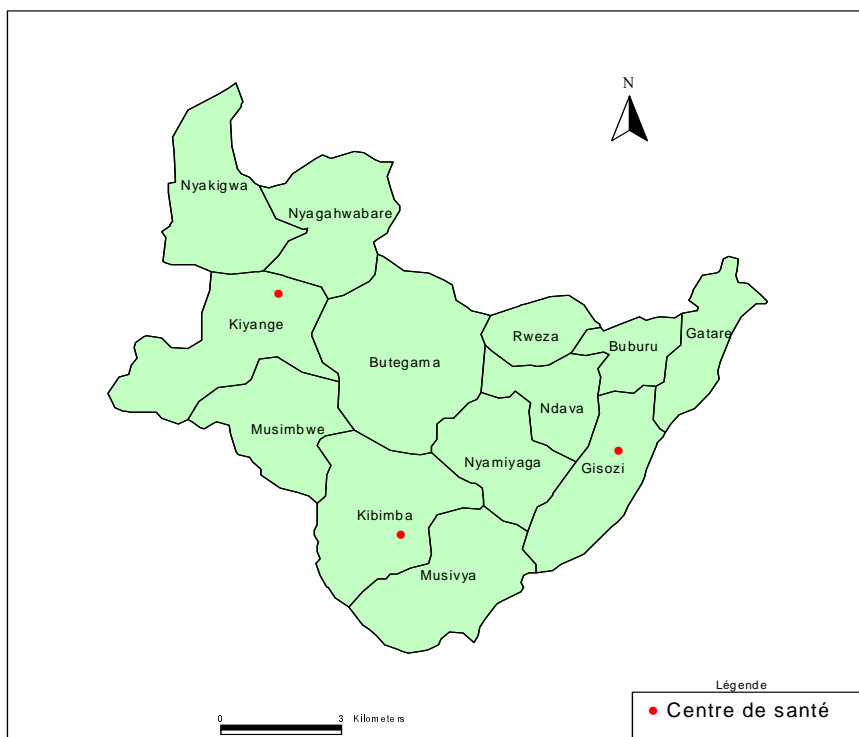
- zone Gisozi : 1 centre de Santé de Gisozi, 1 Centre de santé de Kibimba ;
- zone Nyakararo: 1 Centre de Santé de Nyakararo.
- 

Outre les collines de la commune, ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition montre que la couverture sanitaire de la commune est très faible. Les infrastructures sanitaires existant sont très insuffisantes. Les malades doivent parcourir plus de 5 km avant d'atteindre un centre de santé.

Il n'y pas de pharmacies dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune, qui doit parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner. En cas de complication, le malade est évacué à l'hôpital de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpital de référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie.

Carte n°3: Infrastructures sanitaires



### **11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires**

Le tableau 11.3 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par centre de santé et par zone dans la commune.

Les centres santé de la commune disposent au total de 42 lits et ils ont enregistré 19.308 consultations, soit 1609 consultations par mois, 180 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 78%. Plus de la moitié de la population de la commune a fréquenté les centres de santé. Ceci témoigne de la fragilité de l'état de santé de cette population.

Dans la zone Gisozi le Centre de Santé de Gisozi dispose de 10 lits. Il a enregistré 4108 consultations et 104 malades hospitalisés par an. Le centre de santé de Kibimba compte 2 lits.

Le seul centre de santé de la zone Nyakararo dispose de 30 lits. Il a enregistré 8073 consultations et 91 malades hospitalisés par an au cours de l'année 2005.

Tableau 11.3: Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Centre de santé			
	Nombre de Collines desservies	Cons/mois	N.H./mois	N.L.
Gisozi	6	342	9	10
Kibimba	4	595	0	2
Nyakararo	4	672	7	30
<b>Total Commune</b>	<b>14</b>	<b>1609</b>	<b>16</b>	<b>42</b>

Source : DPS/Mwaro/ Mars 2006

Cons. : Consultation    N.L. : Nombre de lits    N.H. : Nombre d'hospitalisation

### **11.6. RESSOURCES HUMAINES**

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 13 Infirmiers dont 8 femmes; (2 infirmiers A2, 11 infirmiers A3) ;
- 1 Technicien de promotion de santé du niveau A2.

Au total 14 agents soignants pour une population de 24618 habitants. Il n'y a pas de médecin ni de laborantin et autre corps médical dans la commune.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones.

Le personnel d'appui est composé de 20 personnes dont 11 (6 homme et 5 femmes) formé sur le tas (aides infirmiers t microscopistes).

## **11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU**

Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. La production d'eau se fait par gravitation. Le réseau d'adduction existe seulement dans les chefs-lieux de la commune et des zones et dans quelques collines. Mais durant la période de la crise politique qu'a connu le pays, beaucoup d'infrastructures d'approvisionnement en eau, ont été détruites dans la commune ; d'autres sont tombées en ruine et ne sont plus fonctionnelles faute d'entretien et de maintenance.

### **11.7.1. Situation d'approvisionnements en eau potable**

La situation d'alimentation en eau potable dans la commune est présentée dans les tableaux 11.4 et 11.5.

La commune compte 231 points d'eau utilisés par 5414 ménages, soit en moyenne 23 ménages par point d'eau. La zone Nyakararo est la plus couverte avec 54 points d'eau fonctionnels, soit 61% pour 2715 ménages, soit 50 ménages par point d'eau. La zone Gisozi compte 34 points d'eau fonctionnels pour 2699 ménages, soit 79 ménages par point d'eau.

Dans la commune, 39 % ménages utilisent l'eau impropre des cours d'eau (rivières et/ou marigots).

Un grand nombre de sources aménagées ne sont pas fonctionnelles. Sur les 231 dans la commune, 88 sont fonctionnelles, soit 38% ; 143 sources aménagées ne sont pas fonctionnelles, soit 62%.

Le réseau d'adduction d'un linéaire total de 79,5km, dessert 9 collines sur les 14 de la commune. Ce réseau compte 38 bornes fontaines dont 23 (60%) ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est 27. (cfr. Tableau 11.5).

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Les deux zones ont des normes respectives 0,068 et 0,108 points d'eau/500 m. La moyenne communale est 0,176 points d'eau/500m.

Il faudrait multiplier et/ou réhabiliter tous les points d'eau en panne et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 11.4 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Communes	Sup . Km²	Nombre de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
													Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non
Gisozi		2699	32	56	29	0	21	2	0	0	1	34	77	111	20	20	0,068
Nyakararo		2715	36	64	36	15	2	3	0	0	1	54	66	120	16	18	0,108
<b>Total commune</b>	<b>118,70</b>	<b>5414</b>	<b>68</b>	<b>120</b>	<b>65</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>88</b>	<b>143</b>	<b>231</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>0,176</b>
<b>Total Province</b>	<b>839,60</b>	<b>55177</b>	<b>472</b>	<b>728</b>	<b>434</b>	<b>159</b>	<b>114</b>	<b>201</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>832</b>	<b>842</b>	<b>1674</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>1,664</b>

Source : RCE /Gisozi/Mars2006

Tableau 11.5 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Gisozi	0	21	16	6	2	57
Nyakararo	15	2	11	3	3	22,5
<b>Total Commune</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>27</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>79,5</b>

Source : RCE/Gisozi/Mars 2006

### **11.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau**

La gestion des infrastructures d'eau en milieu rural est assurée par la Direction Générale de l'Hydraulique Rurale (DGHR) à travers les Régies communales de l'Eau (RCE). L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

### **11.8. LES INTERVENANTS**

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Gisozi. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation) du personnel soignant.

### **11.9. CONTRAINTES ET POTENTIALITES**

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructures sanitaires dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.



La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'urgence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 63 sources non aménagées dans la commune. L'aménagement de celles-ci permettrait de desservir toute la commune en eau potable.

## CHAPITRE XII : EDUCATION

### 12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

#### 12.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 10 écoles primaires publiques dont 2 sous convention à Gisozi centre et en colline Rweza. Neuf (9) écoles ont un cycle complet. Avec 81 salles de classes, ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 2 zones.

La zone Gisozi, dispose de 5 écoles primaires publiques dans 5 collines de recensement sur 8. Les 3 collines ne disposant pas d'écoles primaires, sont Buburu, Nyamiyaga et Ndava.

Dans la zone de Nyakararo, il y a 5 écoles primaires publiques dans 5 collines de recensement sur 6. Seules les collines Nyakirwa et Nyagahwabare ne disposent pas d'écoles primaires publiques.

Ainsi 9 collines sur les 14 de la commune, disposent d'écoles primaires publiques.

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 64% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire compte 6211 élèves dont 3253 filles (52%) et 2958 garçons (48%). (cfr. Tableau 12.1)

La commune compte 181 Enseignants dont 115 femmes, soit 63,54%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 1669. Cet effectif a considérablement augmenté à cause de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 77 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres.

Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de la scolarisation des enfants. Ce qui a conduit à la pratique de la double vacation des maîtres et de locaux en vue répondre à la scolarisation gratuite. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Toutes les écoles de la commune disposent de latrines dont certaines sont en mauvais état.

Elles ne sont ni électrifiées, ni approvisionnées en eau potable.

Tableau 12.1 : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Gisozi	5	4	42	872	1401	1419	2820	740	97	67	29
Nyakararo	5	5	39	746	1557	1834	3391	929	84	87	40
<b>Total Commune</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>81</b>	<b>1618</b>	<b>2958</b>	<b>3253</b>	<b>6211</b>	<b>1669</b>	<b>181</b>	<b>77</b>	<b>34</b>

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

### 12.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 2 Collèges Communaux d'Enseignement Général Public situés en colline Kibimba de la zone Gisozi, répartis dans chacune de ses zones (CoCoKibimba zone Gisozi, CoCoNyakararo zone Nyakararo) et le Lycée Communal de Gisozi.

On dénombre 25 salles de classes avec 1245 élèves dont 706 Filles (56,70%) et 60 Enseignants dont 15 femmes, soit 25% ; comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 50 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 21 (cfr tableau 12. 2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Gisozi	2	2	17	338	473	811	40	48	20
Nyakararo	1	0	8	201	233	434	20	54	22
<b>Total Commune</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>25</b>	<b>539</b>	<b>706</b>	<b>1245</b>	<b>60</b>	<b>50</b>	<b>21</b>

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

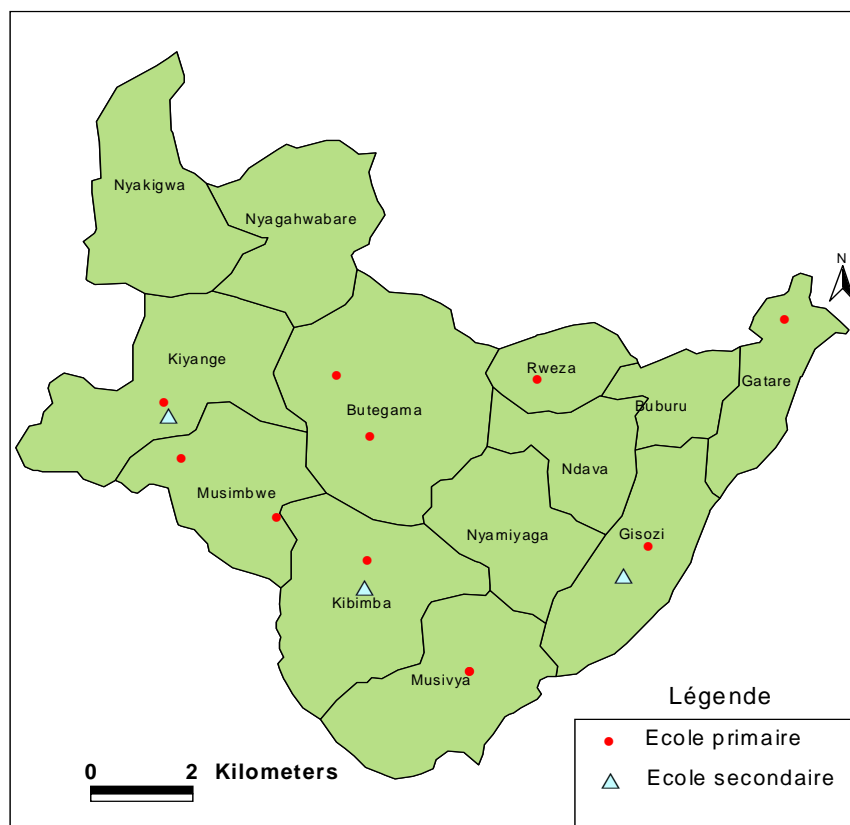
Tableau 12.3: Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Gisozi	33	64	97	31	9	40
Nyakararo	34	50	84	14	6	20
<b>Total Commune</b>	<b>67</b>	<b>114</b>	<b>181</b>	<b>45</b>	<b>15</b>	<b>60</b>

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

Carte n°4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



## **12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL**

### **12.2.1. Les écoles Yaga Mukama**

Il existe 5 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 7 salles de cours, 456 apprenants dont 392 Filles (79,1%) et 17 Enseignants dont 9 femmes au cours de cette année scolaire 2005-2006.

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

### **12.2.2. Les centres d'alphabétisation**

Il n'y a pas de centres d'alphabétisation dans la commune.

### **12.2.3. Les Ecoles de Métiers**

Il n'existe pas d'écoles d'enseignement de métiers dans la commune

## **13.5. INTERVENANTS**

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune

Tableau 13.9 : Intervenants dans l'Education dans la Province

<b>Organisation</b>	<b>Lieu d'intervention</b>	<b>Baillleurs</b>	<b>Actions/Activités</b>	<b>Bénéficiaires</b>
UNICEF	Toute la commune		Production des manuels, formation du personnel et réhabilitation d'infrastructure de base.	Ecoliers et le personnel de l'éducation
MINEDUC	Toute la commune	Etat	Organisation et gestion du système éducatif dans la province	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation
BPE	Toute la commune	Banque Mondiale et autres	Constructions des infrastructures scolaires	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation
CTB	Toute la commune	Royaume de Belgique	Constructions des bureaux de la DPE	Personnel de la DPE
TWITEZIMBERE	Toute la commune	Banque Mondiale	Construction d'infrastructure scolaire et appui alimentaire aux enfants en bas âges	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation

Source : DPE Mwaro/Mars 2006

### **12.3. PRINCIPALES CONTRAINTES**

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

## CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT

### 13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune compte en grande partie des jeunes. Dans la commune, la seule structure d'encadrement de la jeunesse est le Centre Jeunes (service public) de Gisozi. Ce Centre encadre 84 jeunes dont 19 filles. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

### 13.2. SPORT

En matière de sport, on pratique le football, le basket-ball et le Volley-ball. Il existe des terrains pour la pratique de ces types de sports précités dans certaines écoles, collèges, Lycée et à l'ISABU.

### 13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres danses folkloriques qui sont :

- « Amayaya » ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante.

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Gisozi centre.

### 13.4. INTEVENANTS

Tableau 13.1 : Intervenants en matière de jeunesse et sport dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
CPLS	Toute la commune	Banque Mondiale	Encadrement des centres jeunes	La jeunesse de Mwaro
Ministère de la Jeunesse et Sport	Toute la commune	L'Etat	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro
Collectif des associations sportives de Mwaro	Toute la province	CPLS et autres âmes de bonne foi	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro

Source : Cabinet du Gouverneur Mwaro/Mars 2006

### **13.5. CONTRAINTES**

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

- les autres contraintes sont liées à :
- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.



## CHAPITRE XIV : JUSTICE

### 14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Gisozi, seul service judiciaire dans la commune. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux propres qui sont actuellement en très mauvais état. L'équipement d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant compte tenu du travail à faire.

Le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 194 dont 103 dossiers restant l'année précédente et 91 dossiers enregistrés.

Le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 77, soit 40% des dossiers enregistrés.

La performance du tribunal est relativement faible.

### 14.2. JUSTICE GRACIEUSE

La justice gracieuse est rendue par 1280 notables et les élus collinaires dont 506 dans la zone Gisozi et 774 dans la zone Nyakararo.

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont tous confondus par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours. Tribunal de Résidence se réfère aux jugements rendus par la justice coutumière dans les parables de dons, de succession et « Igiseke ». Le Tribunal exige des procès-verbaux de jugement en matière de divorce, uniquement dans les affaires civiles familiales.

### 14.3. INTERVENANTS

Tableau 14.1 : Liste des intervenants en matière de justice dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
RCN	Toute la province	Union européenne	Formation du personnel et appui en équipement	Services judiciaires et ligue des droits de l'homme
Ligue Iteka	Toute la province	Union européenne	Appui des services judiciaires pour les litiges pénaux	Personnels judiciaires et justiciables
APRODH	Toute la province	Union européenne	Appui aux personnes victimes de violences de toute sorte	Victimes de violences et prisonniers

Source : TGI/Mwaro/Mars 2006

#### **14.4. CONTRAINTES**

- Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :
- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

## **CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

<b>Secteurs</b>	<b>Atouts</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Solutions/ Actions à mener</b>
<b>1. Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gamme variée de spéculations agricoles</li> <li>- Main d'œuvre abondante et laborieuse</li> <li>- Une faible densité de population offrant des espaces de culture</li> <li>- Demande toujours croissante en produits agricoles</li> <li>- Retour de la paix avec possibilité de retour des financements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiguïté des terres</li> <li>- Manque de semences de qualité</li> <li>- Manque d'intrants agricoles</li> <li>- Encadrement soumis aux physiques, structurelles, financières</li> <li>- Maladies agricoles</li> <li>- Conjoncture internationale des prix défavorables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses ;</li> <li>- Créer un centre semencier ;</li> <li>- Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail</li> <li>- Former et recycler l'agronome communal</li> <li>- Promouvoir l'octroi des crédits agricoles</li> <li>- Organiser les agriculteurs et coopératives autour des productions.</li> </ul>
<b>2. Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Climat favorable à l'élevage</li> <li>- Population qui s'intéresse à l'élevage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- manque de pâturages</li> <li>- Centres vétérinaires non fonctionnels</li> <li>- Absence de pharmacies vétérinaires</li> <li>- Manque de produits vétérinaires</li> <li>- Insuffisance de moyens matériels et logistiques d'encadrement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités des services chargés de l'encadrement</li> <li>- Réhabiliter les infrastructures d'élevage ;</li> <li>- Promouvoir les cultures fourragères</li> <li>- Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires</li> </ul>

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
<b>3. Pisciculture</b>	Présence d'associations piscicoles et des privés piscicoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;</li> <li>- méconnaissances des techniques piscicoles ;</li> <li>- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;</li> <li>- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;</li> <li>- facteurs de production insuffisants ;</li> <li>- manque de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ;</li> <li>- Promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ;</li> <li>- former les paysans en les techniques piscicoles ;</li> <li>- produire les alevins appropriés pour l'empoissonnement ;</li> <li>- promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.</li> </ul>
<b>4. Forêts</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible capacité institutionnelle en matière de gestion d'aménagement des forêts (défaillance de la coordination intersectorielle)</li> <li>- Manque de personnel et de moyens matériels et financiers</li> <li>- La non structuration de la filière bois</li> <li>- La non disponibilité des semences pour les pépiniéristes</li> <li>- Absence de suivi régulier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts</li> <li>- Renforcer les capacités du personnel</li> <li>- Former des pépiniéristes communautaires</li> <li>- Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes</li> <li>- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse</li> <li>- Mettre en place un système</li> </ul>

			participatif de surveillance du déboisement.
<b>5. Géologie, Mines, Minerais et carrières</b>	Formations des alluvions de fonds de vallées et des curasses et sols latéritiques. Présence des gisements de Tourbe	- Pauvreté du sous sol	- Moderniser l'exploitation de la tourbe
<b>6. Habitat</b>	Existence des matériaux locaux de construction	- Paupérisation des populations - Manque de viabilisation des centres urbains	Réhabilitation des four- tunnels - Viabiliser les centres urbains
<b>7. Approvisionnement en eau potable</b>	Dispose de ressources en eau non exploitées (sources d'émergence a aquifères) Existe 63 sources non aménagées dans la commune	- .infrastructures hydrauliques détruites et non fonctionnelles	- Rechercher des financements - Réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles - Aménager de nouvelles infrastructures d'eau - Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau - Redynamiser les R.C.E
<b>8. Institutions financières</b>	Population très laborieuse, la terre fertile Certaines zones offrent des possibilités d'implantation des coopératives d'approvisionnement et commercialisation.	- Insuffisance d'institutions financières	- Redynamiser les coopératives et associations matérialisées par l'organisation ; - Constituer une banque - de données sur les coopératives et associations d'auto- développement -

<b>Secteurs</b>	<b>Atouts</b>	<b>Contraintes</b>	<b>Solutions/ Actions à mener</b>
<b>9. Energie</b>	- Existence de l'eau quantité suffisante (sources et rivières)	- Manque de financement.	Chercher les financements pour financer les projets.
<b>10. Industrie</b>	- Main-d'œuvre abondante	- Manque d'investissements	- Installer des agro-industries
<b>11. Artisanat</b>	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés</li> <li>- Absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat</li> <li>- L'insuffisance de formation, de perfectionnement des artisans.</li> <li>- L'insuffisance de ressources allouées au secteur de l'artisan (humaines, matériels et financières).</li> <li>- L'inadéquation production écoulement des produits artisanaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion d'animation et d'organisation</li> <li>- Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillés à travers tout le pays.</li> <li>- Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales</li> <li>- Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux</li> <li>- Organiser l'écoulement des produits artisanaux pour l'exportation.</li> </ul>

Secteurs	Atouts	Contraintes	Actions à mener
<b>12. Artisanat</b>	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public</li> <li>- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.</li> </ul>	-
<b>13. Santé</b>	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'infrastructure sanitaire</li> <li>- Manque de qualité de soins dispersés</li> <li>- Insuffisance du personnel de santé et des produits de soins</li> <li>- Manque d'équipements sanitaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Equipement sanitaire adéquat et moderne ;</li> <li>- Un personnel de santé qualifié et suffisant</li> <li>- Une politique sanitaire adaptée aux réalités locales</li> <li>- La promotion des soins préventifs de santé primaire.</li> </ul>
<b>14. Education</b>	Les parents sont suffisamment sensibles à l'éducation pour tous	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les infrastructures scolaires sont insuffisantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des écoles primaires dans les 4 collines qui n'en disposent</li> <li>- Créer d'autres collèges communaux</li> <li>- Construire des bâtiments</li> <li>- Réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état</li> <li>- Recruter des enseignants</li> <li>- Equiper les établissements scolaires</li> <li>- Réhabiliter les latrines en mauvais état dans les écoles</li> </ul>

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
<b>12. Education (suite)</b>	-	-	- Approvisionner les établissements scolaires en eau potable.
<b>13. Jeunesse, sport et culture</b> <b>a. Jeunesse</b> <b>b. Sport</b>	- Existence des terrains de sports - Existence de deux bibliothèques	- Manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations - Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes - Manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la Jeunesse, au regard de l'immensité des besoins. - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de pair entre la population sortant de la guerre.	- Renforcer l'encadrement de la Jeunesse pour les activités génératrices de revenus par les activités sportives. - Renforcer la dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes.



Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
<b>14. Justice</b>	Existence d'un (1) Tribunal de Résidence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre.</li> <li>- Complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres à la succession et à l'application du code des personnes et de la famille</li> <li>- Personnel non qualifié</li> <li>- Manque de formation spécialisée pour certains domaines</li> <li>- Conditions de travail très précaires</li> <li>- Manque de moyens de transport de communication</li> <li>- Délabrement et vétusté des locaux</li> <li>- Insuffisance de matériel d'usage, équipement..</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allouer un budget conséquent au secteur de la justice.</li> <li>- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires</li> <li>- Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridiques</li> <li>- Réformer le cadre légal</li> <li>- Clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues</li> <li>- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents</li> <li>- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.</li> </ul>
<b>17. Commerce</b>	Présence de marché Présence de produits de récoltes, d'élevage et artisanaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- marchés ruraux existants non construits ;</li> <li>- mauvais état des pistes rurales ;</li> <li>- insuffisance de pistes rurales,</li> <li>- manque des services de postes et télécommunications.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabiliter les pistes rurales ;</li> <li>- Aménager les marchés ruraux</li> </ul>

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Ndava est limitée au nord par la commune de Rusaka, au Sud par la commune de Bisoro, à l'Est par la commune de Kayokwe, à l'Ouest par les communes Mugamba de la province Bururi, Mukike et Mugongomanga de la province Bujumbura rural.

Elle s'étend sur une superficie de 118,70 km<sup>2</sup> ce qui représente 14% de la superficie de la province Mwaro et 0,42% de celle du pays.

Son chef-lieu est Gisozi, situé à 11km de la ville de Mwaro, chef-lieu de la province.

Sa population est estimée à 24617 habitants en 2005, soit 11,73% de la population de la province Mwaro et 0,38% de celle du pays.

Sa densité de 207 habitants /km<sup>2</sup> se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Gisozi s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Mugamba. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » Il est rude. La pluviométrie est supérieure à 1200 mm, les températures moyennes annuelles varient entre 15 et 20°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Gisozi et Nyakararo. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 14 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des conditions de travail ;

5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

## **BIBLIOGRAPHIE**

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAE/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

## ANNEXES

### **ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO**

Mwaro, le 17 août 2006

#### **PROCES VERBAL**

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndava
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale  
du Plan

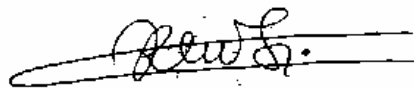
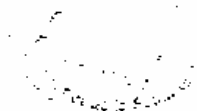
  
HABONAYO Ernest

VNU Spécialiste représentant le SPPL

  
ESSOTINA Tchagnaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde

**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE  
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE  
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIJUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANIYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAE	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAE	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAE	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZWA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPE	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	